

SAINT-BRISSON (NIÈVRE) Parc naturel

# Gestion des forêts : ça coince entre l'État et le parc régional du Morvan

Pour le Syndicat mixte du parc naturel du Morvan, il y a un risque que la charte 2020-2035 ne soit pas validée par l'État malgré le soutien de la Région. Une décision qui pourrait avoir un impact sur l'avenir du parc.

Le Syndicat mixte du parc naturel régional du Morvan (PNRM) s'est récemment réuni à Saint-Brisson, dans la Nièvre. Parmi les points évoqués, un sujet a été particulièrement discuté. Le projet de charte 2020-2035 qui a donné lieu à de vifs échanges entre les représentants de l'État et les responsables du parc régional. Un débat survenu à la suite de la réouverture du périmètre et à l'intégration de la ville d'Autun dans le parc, ainsi que des modifications importantes qu'a subies la charte, jusqu'à presque totalement validée par l'État.

## Deux demandes qui opposent le parc et l'État

Il reste un sujet important sur lequel les deux parties sont encore en désaccord : l'engagement en matière de forêt. Si, sur le domaine public, les choses sont acquises, c'est loin d'être le cas pour le domaine privé. Pour que le parc garde tout son attrait, le comité syndical a émis des souhaits : l'abaissement du seuil d'autorisation de coupes à blanc de 4 à 0,5 hectares, ainsi que le



La gestion des forêts privées est le principal point de blocage entre l'État et le comité syndical du parc. Photo archives LBP/Jocelyne REMY

fait d'avoir un rôle consultatif lorsque l'État donne son avis sur les plans simples de gestion, qui concernent les forêts privées de plus de 25 hectares. Et sur ces deux demandes, l'État refuse de s'engager.

Une situation que le président du PNRM, Sylvain Mathieu, a du mal à comprendre : « On souhaite que le parc soit intégré à la chaîne de décisions sur les Schémas régionaux de gestion sylvicole (SRGS). On veut être muni d'un outil qui puisse réguler cette pratique. » Florence Laubier, directrice adjointe de la direction régionale de l'environne-

ment, de l'aménagement et du logement (Dreal) a tenu à préciser la procédure : « Le préfet s'apprête à transmettre le dossier au ministère de la Transition écologique et solidaire avec un avis favorable à condition que la rédaction de la nouvelle charte, qui reste insuffisante pour l'État, soit modifiée. »

## Un soutien de la part de la Région

Quant à Bruno Deconnand, vice-président de la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

(Draaf), il souligne l'importance d'avoir une concertation qui puisse déboucher sur un consensus. « Pour nous c'est clair, il ne peut y avoir de zonages possibles au sein du département. Aujourd'hui, demander à l'État de "garantir", ce n'est pas possible. C'est un terme excessif. Mais nous sommes ouverts à toute concertation dans lequel l'État pourrait s'engager. »

Partenaire privilégié du parc, la région Bourgogne Franche-Comté, représentée par Éric Houllé, vice-président, apporte son soutien à ce projet de charte. « On approuve la rédaction les

“ Il y a un risque que cette charte ne soit pas validée, mais on souhaite qu'une solution soit trouvée. ”

Éric Houllé, vice-président de la Région

“ Nous sommes ouverts à toute concertation dans lequel l'État pourrait s'engager. ”

Bruno Deconnand, vice-président de la Draaf

deux points qui posent problème avec l'État. Il y a un risque, on le sait, que cette charte ne soit pas validée, mais on souhaite qu'une solution soit trouvée rapidement pour mettre fin à ce désaccord. »

La situation est donc complexe. Certains élus très remontés contre les services de l'État ont même clamé que si l'on voulait la mort du parc, on ne s'y prendrait pas mieux. Les jours qui vont suivre sont donc primordiaux pour l'avenir du parc naturel régional du Morvan et la préservation des patrimoines naturels et culturels.

Bernard PRUDHOMME (CLP)



De gauche à droite : Jean-Philippe Caumont, directeur du parc naturel régional, Cyril Brulé, vice-président, Sylvain Mathieu, président, Éric Houllé, vice-président du conseil régional de Bourgogne Franche-Comté et Christian Guyot, 1<sup>er</sup> vice-président du parc. Photo LBP/B. P.

## Citoyens et associations impliqués dans la vie du parc

Le comité syndical avait émis le souhait d'impliquer les associations et les citoyens dans la vie du parc régional naturel. Dans ce contexte a été organisé, au côté des instances délibératives du syndicat mixte, un conseil associatif et citoyen représentatif des associations et des habitants du Morvan. Pour son tout jeune président, Philippe Ducharme, il s'agit pour les membres « d'exprimer des avis sur des sujets pour lesquels nous aurons été saisis par l'exécutif du parc. Nous allons formuler des propositions d'actions permettant de répondre à des attentes particulières du territoire, faciliter la compréhension des actions conduites par le parc et en faire écho sur le territoire, organiser des débats sur les problématiques d'actualité ».



Philippe Ducharme, premier président du conseil associatif et citoyen. Photo LBP/B. P.